

Irlande

Sommet OTAN / UE sur la défense et la sécurité en Europe

Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

INTRODUCTION

L'Irlande est une république parlementaire, le président (Uachtarán) est élu pour sept ans au suffrage universel direct. Le chef du gouvernement est le premier ministre (Taoiseach) élu par l'Assemblée d'Irlande. Actuellement, la présidente est Catherine Connolly, depuis le 11 novembre 2025, elle est soutenue par une alliance de la gauche. Le premier ministre est Micheál Martin, à la tête d'un gouvernement de coalition dominé par les deux grands partis de centre droit.

Le contexte géopolitique mondial est de plus en plus tendu, avec la montée en puissance de figures autoritaires, il semble donc indispensable de commenter le réarmement de l'Europe et de son rôle par rapport à la coalition transatlantique. La question se pose alors de comment l'Union Européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

ENJEUX DU SOMMET

Dans ce sommet il sera donc question du réarmement de l'Europe, comment le mettre en place? Quel budget y consacrer? Une aide sera-t-elle mise en place pour aider les pays les moins investis? Connaissant la forte inégalité qui existe sur la part du PIB consacrée à la défense à l'intérieur de l'Union Européenne, toutes ces problématiques devront être abordées et étudiées pour que ce sommet soit le plus efficace possible. Bien que l'Irlande ne soit pas autant menacée que les pays Baltes ou la Pologne du fait de leur proximité avec la Russie, elle est tout de même concernée par cette question fondamentale du contexte mondial actuel. Il est donc important qu'elle joue un rôle dans les négociations.

POSITION DÉFENDUE

Historiquement la position de l'Irlande est claire: une neutralité militaire complète. Mais elle est consciente que, malgré son envie de garder cette position, la menace russe est de plus en plus pressante. L'Irlande veut donc commencer à se pencher sur la question du réarmement, notamment et quasi uniquement sur la défense de ses infrastructures qui sont stratégiques pour l'Europe. Mais en aucun cas elle voudrait s'unir à des politiques de défense communes.

L'Irlande est prête à défendre ses infrastructures depuis sa politique de neutralité, qu'elle affirme notamment dans l'article 29.4.9 de sa constitution, précisant que l'État irlandais ne sera pas engagé par les décisions du Conseil européen concernant une défense commune. Elle réaffirme cet argument lors du traité de Lisbonne en 2007, sa neutralité est donc ainsi reconnue officiellement par l'Union Européenne. L'Irlande ne vise pas à changer de position et veille à rester la plus neutre possible, quelles que soient les circonstances. De plus, l'Irlande fait face à un autre problème, elle n'a pas les ressources économiques suffisantes pour établir une défense, à cause de sa position historiquement neutre. C'est aussi un argument qui renforce cette position.

SOLUTIONS APPORTÉES

Néanmoins, l'Irlande pourrait élargir son point de vue et participer ponctuellement à des opérations de réarmement européen, comme l'affirma son ministre de la défense lors d'un communiqué officiel du 27 juin 2025. Il y expose que l'Irlande utilisera le nouveau règlement européen SAFE (Security Action for Europe) pour renforcer ses capacités, notamment en augmentant son budget pour la défense de 11% par rapport à 2025. En plus d'accélérer l'acquisition de matériel de défense, en bénéficiant de l'instrument EDIRPA (European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement), qui a déjà permis de financer des projets transfrontaliers (envoi de missiles, véhicules blindés, munitions) avec un budget de 300 millions d'euros en 2025. Finalement elle pourra aussi coopérer avec d'autres États membres dans ce cadre, soit en s'alliant à des pays qui collaborent déjà pour l'acquisition de véhicules blindés modernes tels que l'Allemagne ou la Finlande, ou en initiant de nouveaux projets avec des pays comme la France ou l'Espagne qui disposent d'industries de défense solides et pourraient être des partenaires naturels pour des projets de cybersécurité ou de surveillance maritime, domaines où l'Irlande a des lacunes. De plus, le ministère a annoncé en août de la même année qu'un contrat de fourniture d'équipements de protection (« body armour ») sera ouvert à d'autres États membres de l'UE dans le cadre du règlement SAFE, montrant encore une fois la volonté du pays d'avancer sur la question. Finalement, elle contribue aussi à des politiques communes de défense tels que la PSDC (Common Security and Defence Policy) où elle garde sa neutralité militaire mais participe à des opérations en Ukraine, avec des opérations d'aide humanitaires en envoyant des fonds, du matériel médical, du matériel non létal ou encore en accueillant des réfugiés.

L'ensemble de ces éléments prouvent que l'Irlande participe déjà à des politiques de défense et qu'elle est prête à aller plus loin sur la question du réarmement.

CONCLUSION

En conclusion, nous pouvons voir que l'Irlande maintient une position de neutralité historique qu'elle voudrait conserver le plus possible. Mais elle est parfaitement consciente des enjeux et des tensions géopolitiques qui se jouent à notre époque, et est donc prête à suivre l'union européenne de façon ponctuelle sur les questions du réarmement.